

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE D'HISTOIRE, D'ARCHÉOLOGIE DES ARTS ET DES LETTRES DE CHAUNY ET DE LA RÉGION

Constitution du bureau pour 1996

(Assemblée générale du 22 mars 1996)

Président.....	M. R. GÉRARD
Vice-présidents.....	M. J. HALLADE M. J. SÉNÉCHAL
Secrétaire générale.....	Mme H. TONDEUR
Secrétaire-adjointe	Mme C. PETITBON
Trésorière	Mme J. FRENOT
Trésorier-adjoint.....	M. C. SBARDELLA
Bibliothécaire-archiviste	Mme J. MESSIAS

Activités de l'année 1996

10 JANVIER : Réunion du Conseil d'administration de la Société Académique afin de prévoir l'orientation de l'année 1996 et le programme prévisionnel des causeries et la préparation de l'Assemblée générale de mars 96.

26 JANVIER : Monsieur Hallade nous donne un compte-rendu détaillé d'un voyage aux Etats-Unis, qu'il agrmente d'une projection de nombreuses diapositives.

FÉVRIER : La conférence du Docteur Laurent, vice-président de la Société Astronomique de France, sur « *la découverte du ciel* » avec projection de diapositives nous donne la description du système solaire. Puis ensuite il aborde la naissance, la vie et mort des étoiles avec l'explication et la description des moyens d'observation terrestres et spatiaux. Il nous précise qu'en mars 96, une comète japonaise sera visible en direction de l'étoile polaire.

22 MARS : Madame Tondeur donne une causerie sur la ville de Tournai en Belgique accompagnée d'une projection de diapositives. Ensuite se déroule l'Assemblée générale, suivie de la réunion du nouveau Conseil d'administration pour l'élection du bureau pour l'année 1996.

AVRIL : Madame Petitbon nous propose une intéressante causerie sur : « *Paris... 2000 ans pour un Joyau* » agrémentée de diapositives. Avec une grande force évocatrice Madame Petitbon nous fait vivre la construction de Paris de 300 ans avant Jésus-Christ à nos jours, nous voyons évoluer la capitale avec un grand intérêt.

MAI : Monsieur et Madame Noyelle nous font revivre la fin de l'Empire des Habsbourg de 1848 à 1914 avec une suite des répercussions subies jusqu'à nos jours, en particulier la deuxième guerre mondiale. Cette causerie était également accompagnée de nombreuses diapositives.

9 JUIN : Participation au 40^{ème} Congrès de la Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne qui se tenait à Vervins.

11 SEPTEMBRE : Réunion du Conseil d'administration de notre Société pour l'organisation de la fin de saison 1996 et le début de celle de 1997.

27 SEPTEMBRE : Réunion de rentrée avec le compte-rendu du congrès de Vervins et une causerie du Président René Gérard : « *l'Odyssée du Commandant Charcot* » marquant le 60^{ème} anniversaire de la disparition du « *Pourquoi pas* » avec projection de documents.

2 OCTOBRE : Le but de notre voyage annuel était les visites de la Basilique Saint-Denis et du Musée national du Moyen Age de Cluny.

25 OCTOBRE : Sur les pas de Monsieur Andrieu nous visitons l'Indonésie, causerie illustrée de nombreuses diapositives. Monsieur Andrieu nous entretient des religions pratiquées en ce pays, influencé par l'Inde dès le V^{ème} siècle où l'Hindouisme et le Bouddhisme sont pratiqués.

NOVEMBRE : Causerie de Monsieur Pugin sur « *Les forts Séré de Rivières dans l'Aisne* » avec projection de diapositives. Nous apprenons ainsi le mode de construction de ces derniers datant de 1870-1871, qui devaient assurer la défense de notre département. Le Général Séré de Rivières fut d'ailleurs le Vauban de cette époque.

A noter également notre participation au cours de l'année 1996 aux manifestations culturelles du chaunois et de sa région : le 24^{ème} Salon d'Art et jeunesse, l'inauguration du musée de Noyon rénové, l'inauguration de la Maison de Saint-Just à Blérancourt en juin. Une causerie sur les sceaux du chaunois, donnée par notre président aux membres de la Société historique de Noyon, a permis de renforcer les liens entre nos membres.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE HAUTE-PICARDIE

Conseil en 1996

Présidente	Mme Suzanne MARTINET
Président d'Honneur	M. Henry de BUTTET
Vice-président	M. Claude CAREME
Trésorier	M. Jérôme BURIDANT
Secrétaire	M. Patrice MARCILLOUX
	Mlle Frédérique PILLEBOUE
Membres	Mmes DANISZ, MARTINET
	Mlle SCHMITT, MM. BAUDOT,
	BOCQUET, HALLADE, CARNOY,
	PARENT, MARCILLOUX, BRUNEAU,
	MERLETTE, DEMETZ
Membre d'honneur	M. Alain SAINT-DENIS

Les activités de la Société historique de Haute-Picardie en 1996.

12 FÉVRIER : Les membres de la Société historique de Haute-Picardie se sont réunis en assemblée générale. Monsieur Marcilloux, directeur des Archives départementales et secrétaire de l'association, a présenté le rapport moral à la place de la Présidente, Madame Martinet, souffrante. Après que Monsieur Buridant, trésorier, ait chiffré un bilan financier positif, il a été procédé au renouvellement d'une partie du conseil d'administration, où entrent Messieurs Baudot, professeur d'histoire, Madame Schmitt, directrice de l'Office du Tourisme, Monsieur Carême, professeur d'histoire au lycée Paul-Claudé.

Les présents ont pu ensuite assister à la conférence de Martin Barros sur *Les fortifications de La Fère, Soissons et Laon*, imaginées par Séré de Rivière, construites entre 1877 et 1883, après la défaite de 1870-1871 et en prévision d'une nouvelle invasion allemande. Les fortifications du Laonnois se composent des batteries Morlot, Classon, le « fort » de Bruyères (en fait la batterie Morlot était un centre de télégraphie optique). Dès 1885, l'évolution technique les déclassa : les obus chargés d'explosifs chimiques pouvaient traverser leurs voûtes ! Mais les Allemands surent profiter des fortifications semblables de Reims pour bombarder la ville pendant la première guerre mondiale.

25 MARS : Messieurs Attal et Rolland, président et membre actif de la Société historique de Soissons, ont présenté deux documents intéressants sur le vécu de la guerre 1914-1918 dans un village de notre département.

Ambleny, 832 habitants, entre Soissons et Compiègne, établi sur un abrupt dominant la vallée de l'Aisne, a une position stratégique qui a connu plusieurs combats. Un habitant, Onézime Hénin, quelque peu aisé « sans être notable », rédige un journal de guerre où il exprime ses préoccupations. Par exemple, il avoue être surpris par le déclenchement du conflit. Lorsque le 25 juillet son fils Gaston lui dit « qu'on allait avoir la guerre », il écrit crûment qu'il aurait aimé qu'elle soit retardée car il avait « son blé à couper ». D'ailleurs *L'Argus soissonnais* est peut-être responsable de l'ignorance, de l'étonnement, et de la relative indifférence d'Onézime puisqu'il fait ses gros titres sur l'affaire Caillaux et non sur la crise austro-serbe.

Dès le premier passage des Allemands le premier septembre 1914, la population d'Ambleny fuit aux trois quarts. Onézime reste pour protéger ses biens, à tel point que, lors de la bataille de la Marne, il continue ses travaux agricoles comme si de rien n'était. « Je ramasse de belles pommes pour le cidre [...] J'ai planté des salades d'automne [...] Je me suis mis à cueillir les haricots au bruit du canon qui n'arrête pas [...] » relate-t-il simplement.

Très tôt dans le conflit, il peut témoigner de nombreux « refus de marcher » : « Les soldats se montent la tête ; ils ne veulent plus marcher du tout ». « Ils ne veulent que boire du vin et de la gnole », apprécie-t-il. Les jugements des conseils de guerre dépendent des rapports des officiers. La clémence est fréquente mais pas constante. Le soldat Bersot, en 1915, refuse de porter le pantalon que lui donne un officier, un pantalon taché de sang et de boue, pris sur un mort : il est exécuté !

Ainsi Onézime Hénin témoigne de façon originale de cette guerre destructrice, tout comme le film vidéo qui présente une série de cartes postales sur Ambleny avant, pendant et après le conflit.

22 AVRIL : La Société historique de Haute-Picardie a invité Monsieur Dany Sandron à présenter une conférence sur *La sculpture gothique dans le Laonnois à la fin du XIII^e siècle*.

Monsieur Sandron, diplômé de l'école nationale des chartes en 1987, a été conservateur au musée de Cluny de 1989 à 1993. Il a soutenu une thèse de doctorat d'état sur la cathédrale de Soissons. Actuellement, il est maître de conférence à l'Université de Paris IV-Sorbonne et prépare un volume sur la Picardie gothique.

La découverte dans l'église de Montaigu d'une Crucifixion, de 1,50 m sur 1,20 m,

en bois polychrome, de la fin du XIII^e siècle, offre l'occasion d'évoquer les sculptures du Laonnois et de ses environs au Moyen Âge. Cette oeuvre provient peut-être de la poutre de gloire située à l'entrée du choeur à l'abbaye Saint-Vincent comme le montre une gravure représentant l'exorcisme de Nicole Obry en 1578. Elle est un rare témoin de la sculpture qui se développe alors à l'intérieur des églises. En prenant garde aux restaurations qui ont eu lieu à la fin du Moyen Âge et à la polychromie du XIX^e siècle, on trouve un Christ à l'anatomie redécouverte, retravaillée ; ses bras et ses jambes obliques donnent un corps « sinueux » comme torturé ; la Vierge à son côté a une belle silhouette arquée ; les plis du périzonium (pagne) du Christ, des manteaux et robes de saint Jean et de la Vierge sont bien marqués ; sur la Vierge, ces plis convergent vers les mains croisées.

Le décor des chapelles latérales de la nef de la cathédrale de Laon, et surtout la grande composition en forme de tympan de la dernière chapelle du côté sud, primitivement dédiée à sainte Elisabeth, montrent le même style. Laon apparaît donc dans la fin du XIII^e siècle comme un chantier à nouveau très actif. Les sculptures de la façade de l'église Saint-Martin le révèlent : tant le supplice de saint Laurent au portail gauche avec le bourreau aux jambes croisées (symbole du « mauvais »), que le martyre de saint Jean Baptiste au portail droit, que les statues dans les ébrasements du portail central. La Vierge du trumeau de l'église de Marle a un drapé très souple.

Les sculptures laonnoises sont de même qualité que les productions de Paris et de Reims, les deux centres les plus dynamiques à l'époque. La priorale Saint-Louis de Poissy possède un ange d'un cycle de la Passion, aux plis en volute à la base, réalisé entre 1297-1308. La Vierge du bras nord du transept de Notre-Dame de Paris est arquée. L'ange au sourire du portail central de la cathédrale de Reims est célèbre ; le gâble du portail nord du transept du même édifice porte un Christ semblable à celui de Montaigu. À Rouen, dans l'occulus du gâble du portail des libraires, Dieu soutient un Christ « sinueux ». Au musée de Cluny, la châsse de sainte Gertrude de Nivelles, travaillée entre 1272 et 1298, présente un Christ qui participe de la « redécouverte » de l'anatomie : le périzonium court laisse voir les genoux.

Un siècle après l'entreprise des portails de la façade de sa cathédrale, Laon participe au style sculptural du nord de la France et conserve donc sa capacité à réaliser de belles oeuvres.

11 MAI : Visite du musée des Temps barbares à Marly : Une quarantaine de personnes ont répondu à l'invitation que la Société historique leur avait faite. L'intérêt a été certain tout au long de la présentation réalisée par Alain Nice.

Tout d'abord, un film vidéo d'une demi-heure présente l'historique des fouilles

entreprises sur le site de Goudelancourt entre 1981 et 1992 et favorisées par l'agriculteur - propriétaire du terrain - Monsieur Gabriel Renard. Elles ont mis à jour la seule nécropole mérovingienne associée à un habitat identifiée dans l'est de la Picardie. Celui-ci correspond à une unité agricole, liée à un puits de 6 mètres, et groupant quelque 120 à 140 habitants d'origine germanique, répartis entre 24 familles. Il est abandonné à la fin du VII^e siècle. Peu d'objets y ont été retrouvés : quelques silex, poteries, cendres indiquant l'existence de foyers.

Par contre la nécropole a livré plus de secrets. Double, l'une orientée nord-nord-est / sud-sud-ouest et l'autre est-ouest, elle rassemble 458 tombes. 55 enfants et 349 adultes ont été répertoriés. La mortalité était forte. On a retrouvé peu de sarcophages ; certains sont décorés d'oiseaux, croix, cercles. La sépulture de bois est fréquente. Chaque tombe a un fond plat ou en berceau, contient un ou plusieurs corps côte à côte, avec parfois des os entassés dans un coin. La tête est calée avec des pierres ; le corps est habillé et paré.

La visite s'est poursuivie par la présentation du musée, où sont bien mis en valeur les divers objets retrouvés. Dans l'atelier de restauration, Alain Nice a opposé les techniques de l'école de Nancy, qui ne fait que retirer la rouille, à celles de l'école de Compiègne qui en outre veut redonner la forme primitive de l'objet par un complément de résine.

Enfin, le parc archéologique propose un four à pain, un four de potier, et diverses cabanes mérovingiennes reconstituées uniquement à partir des emplacements des poteaux. Les cabanes sont à 2 ou 4 ou 6 poteaux en châtaigniers, de 30 cm de diamètre ; elles ont toutes un âtre avec conduit d'évacuation ; la plus grande est de 8,50 m sur 6,50 m.

9 JUIN : XXXX^e congrès de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie de l'Aisne, à Vervins : M. Claude Carême, vice-président de la Société historique de Haute Picardie, a présenté sa thèse de doctorat sur les rapports entre l'État et le corps de ville de Vervins au XVIII^e siècle.

La décentralisation commencée en 1982 s'oppose à une tradition centralisatrice française que l'on date généralement du Consulat (loi de février 1800) et des débuts de la III^e République (loi d'avril 1884) avec le renforcement de la tutelle des préfets. En analysant les rapports entre le corps de ville de Vervins et l'État au XVIII^e siècle, M. Carême prouve que cette centralisation tire ses racines d'une histoire plus ancienne.

La ville de Vervins avait depuis plusieurs siècles l'habitude d'une relative indépendance. En 1163 et en 1238, ses seigneurs lui avaient accordé une charte de franchise. En 1573, une « transaction » passée avec le seigneur Jacques II avait même donné naissance à un véritable corps de ville. Puis à la fin du règne de

Louis XIV, la royauté intervient directement dans cette autonomie en créant de nouveaux offices municipaux (lieutenant de maire, procureur du roi, maire alternatif...) ou en les rendant vénables. De 1747 à 1765, le corps de ville est alors mixte, composé à la fois de charges vénables et d'offices électifs achetés par la ville. A partir de 1765, la réforme du contrôleur général Laverdy transforme ces offices en charges électives, mais les élections restent très complexes (les différents métiers de la ville élisent dix notables qui choisissent les conseillers de ville et les échevins). Cette phase élective est en fait de courte durée puisqu'en 1771 les réformes de l'abbé Terray rétablissent la vénalité de ces offices jusqu'à la Révolution. Le corps de ville subit donc fortement le pouvoir central qui modifie sa structure au gré des besoins.

De même, l'État intervient sans cesse dans toutes les affaires de la ville, même minimes, par l'intermédiaire de l'intendant ou du subdélégué. Que ce soit pour la coupe de quelques tilleuls, pour le recrutement d'une sage-femme ou pour le remplacement d'une gouttière du collège, la municipalité est obligée d'en demander l'autorisation à l'intendant. Cette absence de liberté d'initiative en outre fortement accentuée par l'extrême pauvreté de cette petite communauté de 2 000 habitants qui ne dispose que d'un revenu de 165 livres par an alors qu'elle en dépense environ 1 700 : toute nouvelle dette demande en conséquence l'aval de l'État. Les seuls domaines dans lesquels la ville conserve une plus grande autonomie restent les secours et les réparations qui suivent les incendies de 1759 et 1763.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, Vervins est en définitive une ville sans moyens (les remparts tombent en ruine, la traversée urbaine de la route royale de Laon à Maubeuge n'est pas encore pavée) qui subit le poids d'une centralisation déjà très forte.

8 SEPTEMBRE : Quelque 80 personnes se sont retrouvées à Couvron, au Quartier Mangin. Ensemble, la Société historique de Haute-Picardie, l'Amicale des Artilleurs de Picardie, le 1er RAMA avaient invité Monsieur Jean Hallade à rétablir la vérité sur ce qu'on appelle couramment la « Grosse Bertha ».

En août 1914, la France a un excellent petit canon, le célèbre 75. L'Allemagne dispose d'une force inconnue alors, le canon de 420 qui lance des obus de plus d'une tonne à neuf kilomètres. Les forts de Liège de Maubeuge ne résistent pas, et les Allemands arrivent à Meaux début septembre. Les « 420 » ont permis ce qu'on appelle « la guerre de mouvement ».

Dans le cadre de la deuxième phase de la guerre - « la guerre des tranchées » - c'est un canon de marine de 380 projetant des obus de 900 kilogrammes qui est installé à Coucy. Ce n'est pas la « Bertha » et il n'a jamais tiré sur Paris : il ne le peut pas ! Il a pour fonction de créer l'insécurité sur les lignes arrières françaises de la région de Compiègne.

Après Verdun, le général allemand Ludendorff commande à la maison Krupp un canon qui puisse atteindre Paris afin de créer la peur et démoraliser la population. La portée nécessaire est de 120 kilomètres. Une portée impensable au moment où celle des meilleurs canons est de 40 kilomètres!

Pourtant, Krupp met au point un engin - surnommé « Grosse Bertha » sans raison - qui a un fût long de 34 mètres. C'est « une asperge géante » - image-t-on - qui n'a rien à voir avec une grosse pièce aux obus semblables au « 420 ». En réalité le fût est un ensemble de tubes rayés de 280 et 210, terminé par un tube lisse de 210 de 6 mètres de long. Trois exemplaires sont installés à Crépy-en-Laonnois. Le premier tir est effectué le 21 mars 1918 à 7 heures 16, il atteint Paris à 7 heures 20. Les coups partent tous les quarts d'heure : après chaque coup, il faut ramener le fût à l'horizontale, pour dégager la fumée.

Pour les Allemands, le résultat est sans rapport avec l'espoir : 256 français tués entre le 21 mars et le 9 août. En effet, les Français découvrent très vite, grâce à Coli - l'aviateur ami de Nungesser - qu'il s'agit d'obus et non de bombes, et que la projection part de Crépy. Dès le 25 mars, l'excellent 305 tire sur la « Bertha », trop difficile à cacher malgré toutes les précautions prises. Il la paralyse. Après la conférence, l'ensemble des participants ont suivi Monsieur Hallade dans la forêt proche pour voir le site d'où « les Allemands avaient tiré sur Paris » .

7 OCTOBRE : Elle commence par les remerciements adressés par le vice-président M. Carême (au nom de la présidente Mme Martinet souffrante) à Monsieur Marcilloux, précédent directeur des Archives départementales de l'Aisne, pour son activité au sein de la Société historique pendant ces trois dernières années. Il lui a été offert une oeuvre de Hervé Delhay. Comme promis Monsieur Marcilloux a détaillé avec rigueur les richesses d'un chirographe de 1146, conservé aux Archives départementales. Il notifie un acte de donation à l'abbaye Saint-Vincent et la contestation par le fils du donateur. L'acte est écrit en double sur un même support. Les deux textes doivent être séparés selon une coupe traversant les lettres CYROGRAPHUM placées verticalement au milieu du parchemin. Chacune des parties concernées par l'acte en conserve une moitié. Or l'étonnant est que les Archives disposent des deux moitiés.

Monsieur Guyotjeannin, professeur à l'École des chartes, a raconté ensuite, avec érudition et enthousiasme, l'histoire du cartulaire de l'abbaye Saint-Yved de Braine. Parmi les six abbayes prémontrées de l'ancien diocèse de Soissons (toutes fondées dans la grande vague de fondation des collégiales des années 1126-1138) Saint-Yved de Braine l'emporte sur les autres par les bâtiments de son église et par la conservation de belles archives, encore qu'elles soient dispersées.

L'édition du chartrier - travail collectif des étudiants de l'École des chartes qui doit être édité en 1997 - s'appuie d'abord sur le cartulaire conservé aux Archives

nationales et le seul préservé des six abbayes. Légèrement mutilé, objet de plusieurs compléments et de lecture attentive jusqu'au XVII^e siècle, il est de facture soignée. Le copiste, trop intelligent pour ne pas émailler ses copies de nombreuses distractions, trop méthodique pour ne pas errer lui-même dans un classement très raffiné, a composé son recueil en 1219-1220 et l'a régulièrement mis à jour jusqu'en 1227 pour rassembler 149 actes différents, complétés de 22 additions de sa main. S'ajoutent 7 additions postérieures (du XIV^e au XVII^e siècle). Ensemble auquel l'historien de l'abbaye jusqu'au milieu du XIII^e siècle peut encore ajouter 5 actes antérieurs à 1226 et absents du volume actuel, 16 actes postérieurs à 1229, et 20 actes intéressant l'abbaye sans provenir de son chartrier, sans compter 9 extravagants acquis beaucoup plus tard.

Cet ensemble de quelque 200 actes livre un témoignage extrêmement intéressant sur la gestion écrite de la mémoire de l'établissement jusqu'au XVIII^e siècle. Ce sont des donations, contestations révélant la vie de la communauté religieuse, où l'on apprend par exemple que les religieux mangent beaucoup de harengs achetés dans les Flandres et excluent progressivement la communauté féminine en leur faisant faire la lessive ! Ils livrent de beaux aperçus sur la vie économique (défrichement, élevage, moulins), sur les rapports avec le monde laïque et les seigneurs-comtes de Braine, sur la richesse de la liturgie et sur l'importance de la commémoration des morts. Nécropole des seigneurs-comtes de Braine, Saint-Yved a ainsi assumé, en le transfigurant, son héritage de collégiale castrale. Chacun enfin, après les conférences, a pu voir ces documents, en particulier le chirographe de 1146 .

4 NOVEMBRE : Tout d'abord, Jérôme Buridant poursuit la série des communications avec une réflexion sur *la pensée économique de Jean Bodin*, à partir d'un texte extrait de *Réponse aux paradoxes de Malestroit touchant l'enchérissement des choses* parue en 1568. Jean Bodin propose des explications à la « charté », c'est à dire l'inflation, ressentie par les gens alors. Pour lui la première raison tient aux lois du marché : suite aux mauvaises récoltes et à la spéculation, l'offre est alors inférieure à la demande. Mais il cerne aussi une cause monétaire : les prix ont augmenté au XVI^e siècle parallèlement à l'accroissement de la masse monétaire en circulation, accroissement rendu possible par les découvertes d'or au Mexique et au Pérou, puis par l'exploitation des mines d'argent de Potosi en Bolivie. Bodin par cet aspect annonce les travaux des quantitativistes du XX^e siècle, tels ceux de Simiand et Hamilton.

Eric Thierry, également professeur au lycée Paul-Claudiel, et vice-président de la Société historique de Villers-Cotterêts, a parlé de Marc Lescarbot, né à Vervins vers 1570, licencié de droit canon et de droit romain, avocat à Paris en 1599, logeant au collège de Laon. Mais le thème de la conférence se limite à son séjour en Nouvelle-France, en Acadie (région qui rassemble actuellement le Nouveau-

Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, l'île du prince Edouard) fréquentée depuis un siècle par les Malouins pêcheurs de morue. Après une traversée difficile de mai à juillet 1606, Lescarbot arrive au cap Canso, à la pointe de la Nouvelle-Ecosse. Puis il se rend à Port-Royal où est installé un camp français construit en 1605. Séduit par la beauté du site, il en compose un poème, comme il écrit une pièce de théâtre pour fêter le retour du responsable de Port-Royal, Jean de Poutrincourt, parti un temps explorer la côte au sud. Il se dirige lui-même au printemps vers la rivière Saint-Jean au Nouveau-Brunswick, juste avant son réembarquement pour la France, le 30 juillet 1607. Dans son *Histoire de la Nouvelle-France*, publiée en 1609, Lescarbot témoigne de la vie des Indiens qu'il a rencontrés. Il s'agit des Souriquois ou Micmacs qu'il trouve très beaux, habiles dans l'art de la navigation, mais batailleurs et paresseux. Nomades, la chasse est leur principale activité. Ce sont les « Souriquoises » qui travaillent et satisfont tous les besoins familiaux. Il n'empêche que Lescarbot participe au mythe du bon sauvage et les considère supérieurs aux Européens. Il prône toutefois la colonisation pour les christianiser, mais pacifiquement et en les sédentarisant.

Si Lescarbot est peu connu en France, il est au Canada considéré comme le premier poète, le premier auteur et metteur en scène de pièce de théâtre, le premier enseignant, le premier journaliste et écrivain. A tel point que Port-Royal, détruit par les Anglais en 1613, a été reconstruit en 1938 pour devenir un site national.

2 DÉCEMBRE : Les membres de la Société historique de Haute-Picardie ont été invités par Monsieur Yves-Marie Lucot à lire : *Les premières images chrétiennes* de Frédéric Tristan (éditions Fayard, 1995). C'est une enquête sur les symboles chrétiens développés à partir du II^e siècle : ainsi pourquoi l'ancre ? Pourquoi le poisson ? Frédéric Tristan a été prix Goncourt en 1983 et est l'auteur une nouvelle sur l'abbaye de Foigny et Barthélémy de Jur, évêque de Laon de 1113 à 1150.

Ensuite, Monsieur Blanchard, professeur d'histoire à Soissons, a présenté sa thèse de doctorat soutenue en 1995. Sur un sujet austère, *La fiscalité directe dans la généralité de Soissons au XVIII^e siècle*, il a su tenir le public par le sérieux, la rigueur de la démonstration et de la documentation, et sur l'idée qu'il défend. Sa recherche l'a conduit à s'opposer aux idées reçues sur le poids excessif et l'inégalité de la fiscalité à la fin de l'Ancien Régime.

Si elle a augmenté de 80% au XVIII^e siècle, - ce qui apparaît relativement modéré, en rapport à l'accroissement démographique -, cette fiscalité est globalement supportable, répartie avec plus de soin qu'on ne le dit depuis la Révolution. Au cours de leurs déplacements ou « chevauchées » à travers la généralité, les intendants (Méliand en 1759, Le Pelletier en 1770, La

Bourdonnaye en 1785) cherchent à ajuster les impositions aux disponibilités financières de chacune des sept élections. Ainsi l'élection de Soissons paie plus que celle de Guise.

Dans chaque paroisse, des collecteurs sont désignés par le corps de ville pour fixer et recouvrer les impôts selon les feux (familles) ; des commissaires surveillent la répartition (ou rôle) ; les plus riches non privilégiés portent l'essentiel des charges fiscales. En outre, les contribuables peuvent constater qu'une partie croissante de celles-ci (un quart) est utilisée localement : casernes, routes royales, secours, hygiène, hôtel de l'intendance. Cet hôtel laisse un beau témoignage architectural de l'époque mais a dû sembler bien coûteux alors (1 000 000 livres, soit le revenu annuel de 3 000 familles paysannes !). Cela explique en partie qu'on ait dénié à Soissons en 1789 toute prétention à devenir le chef-lieu du département de l'Aisne.

Selon M. Blanchard, la Monarchie finissante a donc essayé d'installer une fiscalité plus équitable. Le paysan n'aurait pas été « taillable à merci » ; il se serait même habitué à payer l'impôt, et aurait été peu à peu formé à son rôle de citoyen-contribuable.